

FLASH ÉCONOMIE

RECHERCHE ÉCONOMIQUE

8 juin 2012 – N° 407

Taxation des entreprises : tendances dans la zone euro et effets

Nous regardons l'évolution de la taxation des entreprises en Allemagne, en France, en Espagne, en Italie, pour l'ensemble de la zone euro, et nous nous interrogeons sur les effets possibles d'une hausse de la taxation des entreprises dans les pays qui doivent réduire leur déficit public.

Ces effets dépendent normalement :

- *de la situation de profitabilité des entreprises ;*
- *du niveau de gamme de la production et donc normalement de la capacité pour les entreprises d'augmenter leurs prix de vente.*

La France et l'Italie sont deux pays où, compte tenu de la faible profitabilité des entreprises et de la faiblesse du niveau de gamme, il peut être très dangereux d'accroître la pression fiscale sur les entreprises.

RECHERCHE ECONOMIQUE

Rédacteur :

Patrick ARTUS

RECHERCHE ÉCONOMIQUE

Evolution de la taxation des entreprises

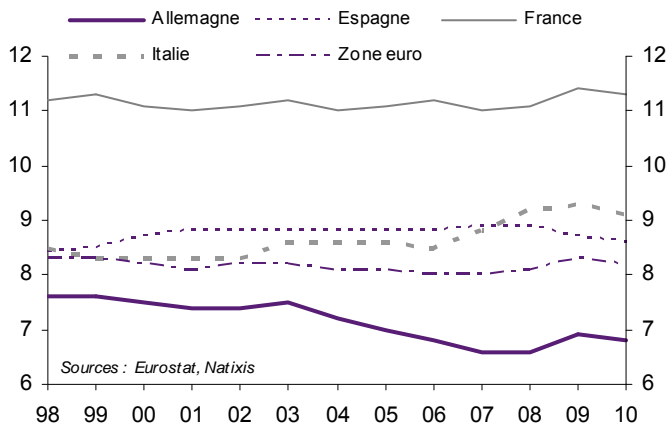
Nous regardons la situation des quatre plus grands pays de la zone euro prise dans son ensemble.

Les impôts payés par les entreprises regroupent :

- les cotisations sociales (graphique 1) ;
- les impôts directs, les impôts locaux, les taxes sur la production, les immobilisations, etc... (graphique 2) ;

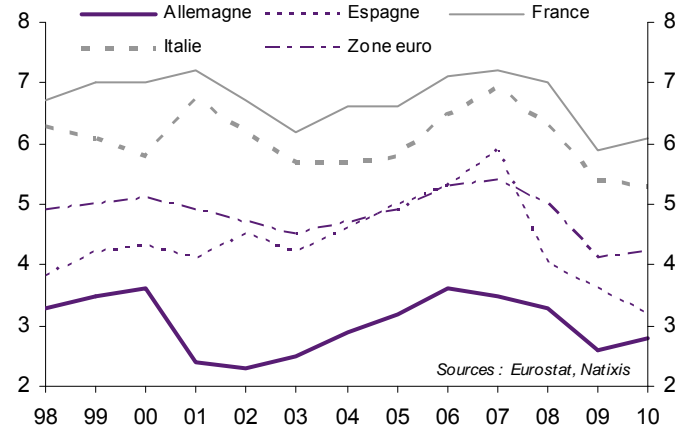
Graphique 1

Cotisations sociales patronales (en % du PIB)



Graphique 2

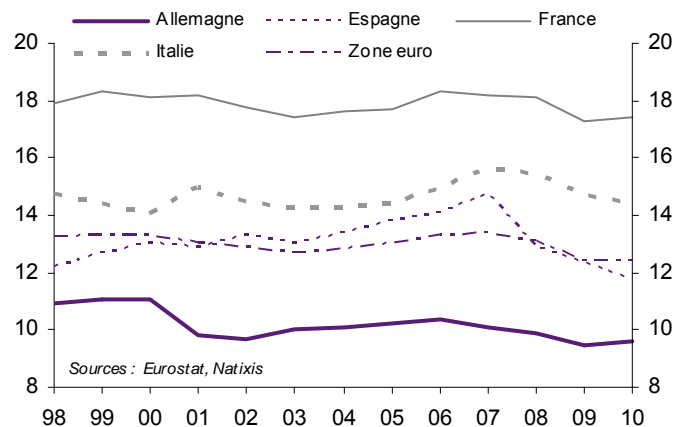
Impôts payés par les entreprises (en % du PIB)



Le graphique 3 montre que la taxation totale des entreprises est élevée en France, moyenne en Italie et en Espagne, faible en Allemagne.

Graphique 3

Taxation totale des entreprises (% du PIB)



La France, l'Espagne, l'Italie, plus généralement la zone euro hors Allemagne, doivent réduire leurs déficits publics (tableau 1).

Tableau 1
Prévisions des gouvernements pour les déficits publics (en % du PIB)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
France**	-3,3	-7,5	-7,0	-5,2	-4,5	-3,0	-2,0	-1,0	0,0
Espagne	-4,2	-11,2	-9,3	-8,5	-5,3	-3,0	-	-	-
Italie	-2,7	-5,2	-5,0	-3,9	-1,7	-0,5	-0,1	-	-
Zone euro hors Allemagne	-2,8	-7,4	-6,6	-5,2	-3,9	-2,3	-1,0	-0,4	-

* hors capitalisation des banques

** Programme de stabilité d'avril 2012

Sources : Sources Nationales, Natixis

Les Encadrés 1a-1b montrent les hausses de taxation des entreprises prévues en France et en Espagne.

Encadré 1a

France : hausses de la taxation des entreprises prévues dans le programme du Parti Socialiste* (Mds € en année pleine)

Hausse cotisations sociales	2,5
Réduction allègement charges sociales	3,0
Arrêt défiscalisation heures supplémentaires	3,1
Cotisations sur les contrats de travail courts	0,6
Impôt sur les sociétés	≈ 0 au total
Réduction déductibilité intérêts emprunts	3,9
Hausse taxe professionnelle	3,4
Taxes diverses	2,3
Total	18,8 Mds €

* Nous n'avons pas pris en compte dans notre calcul la réduction à hauteur de 6,2 Mds EUR des niches sociales prévue dans le programme du PS, celle-ci portant à la fois sur les entreprises et sur les salariés

Encadré 1b

Espagne - hausses d'impôts sur les entreprises dans le programme de réduction du déficit 2012

Le budget 2012 prévoit **une réforme de l'impôt sur les sociétés**. Le taux d'imposition reste inchangé mais le fractionnement des paiements est modifié pour les grandes entreprises et les motifs de déductions sont réduits afin de préserver la base imposable et maintenir la collecte. Le tableau ci-dessous indique le montant estimé de la mesure.

	Mln €	% PIB
Impôts sur les sociétés	5350	0,5
Amnistie	2500	0,2
Tabac	150	0,0
Taxes juridiques	214	0,0
IRPP	4100	0,4
Total	12314	1,2

Sources : Ministère des finances

L'inquiétude peut être que la hausse de la taxation des entreprises ne réduise l'investissement productif, l'emploi et la croissance potentielle.

Taxation des entreprises et croissance potentielle

Nous pensons qu'une hausse de la taxation des entreprises peut affaiblir l'investissement, l'emploi et la croissance potentielle si :

- (1) **la rentabilité des entreprises est faible et limite l'investissement ;**
- (2) **le niveau de gamme des produits est trop faible** pour qu'une hausse des coûts de production ou des impôts puisse être compensée par une hausse des prix de vente des entreprises.

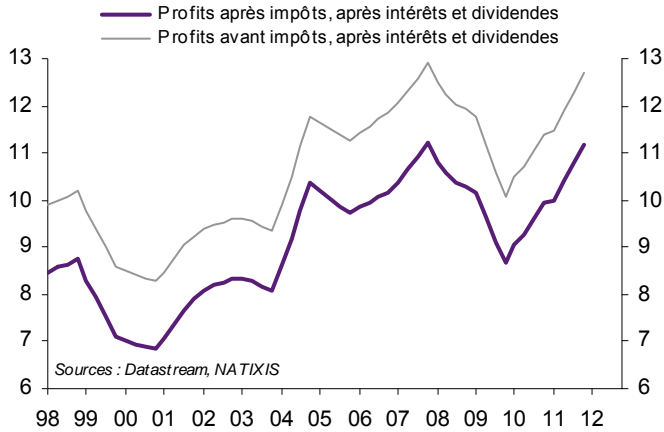
Qu'observe-t-on ?

1 Profits et investissements

La rentabilité des entreprises avant impôts, après intérêts et dividendes est faible en France, est forte ou est redevenue forte en Allemagne, en Espagne, en Italie (graphiques 4a à 4d) ; le taux d'autofinancement est élevé en Allemagne et en Espagne, faible en France et en Italie (graphiques 5a à 5d).

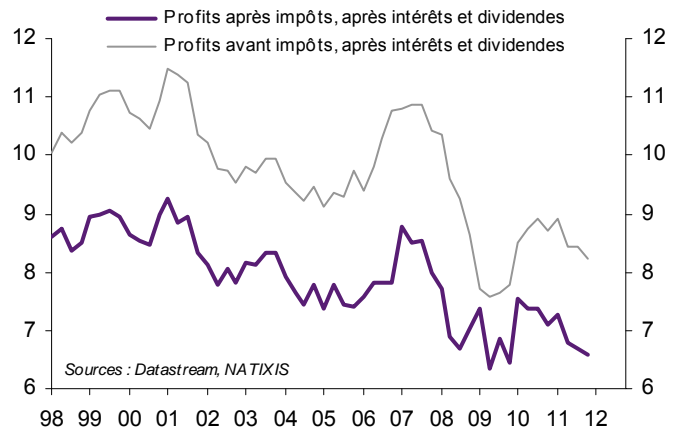
Graphique 4a

Allemagne : profits (en % du PIB)



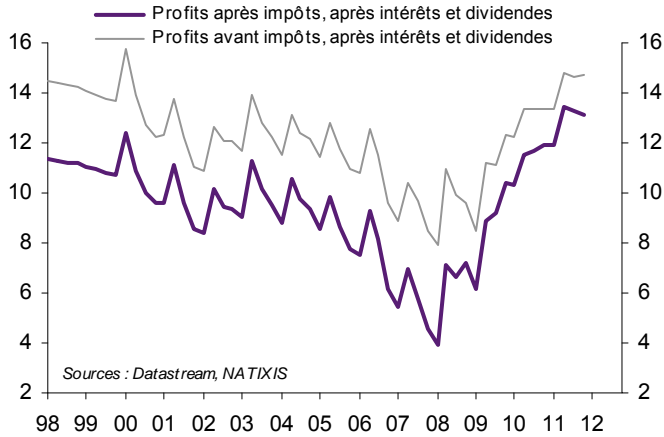
Graphique 4b

France : profits (en % du PIB)



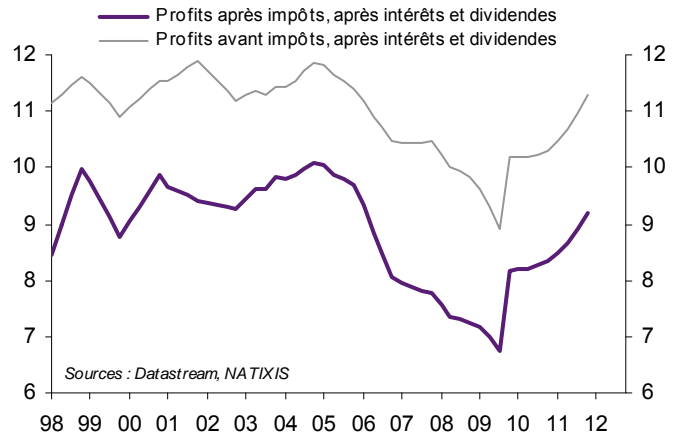
Graphique 4c

Espagne : profits (en % du PIB)



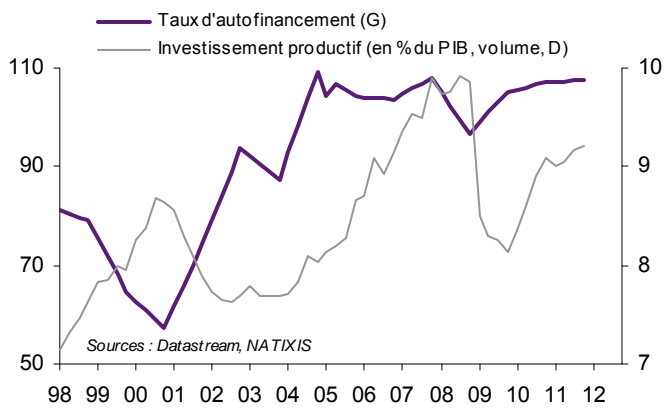
Graphique 4d

Italie : profits (en % du PIB)



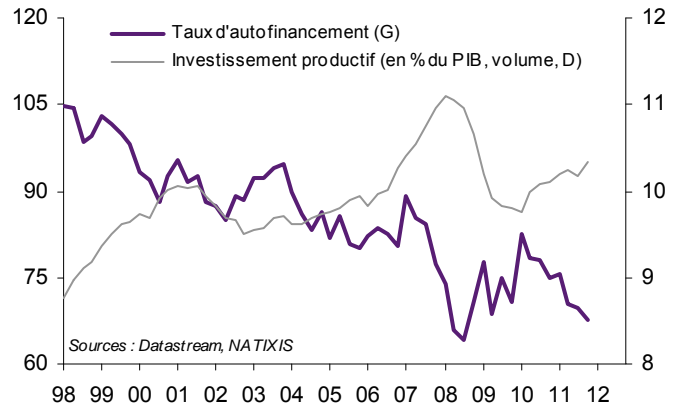
Graphique 5a

Allemagne : taux d'autofinancement et investissement productif

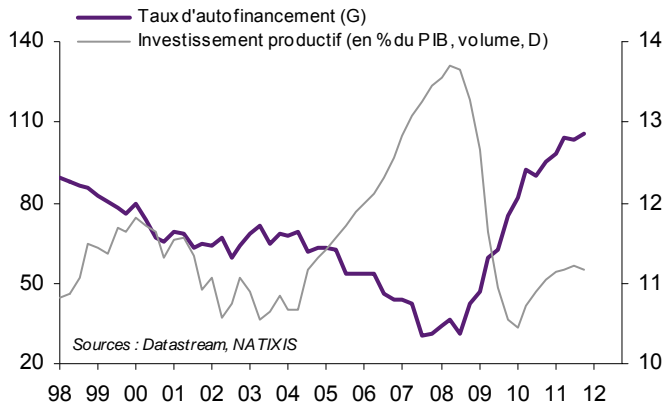


Graphique 5b

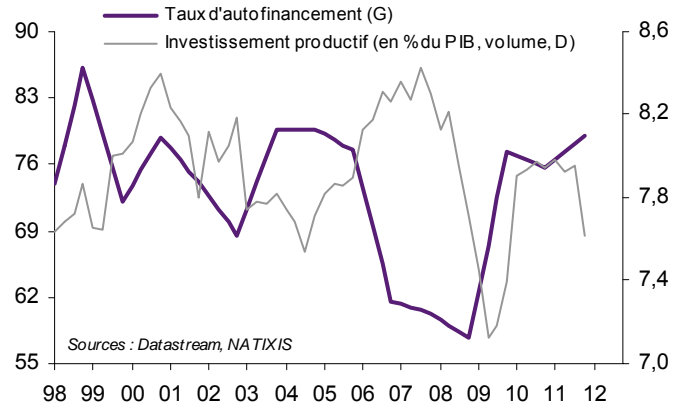
France : taux d'autofinancement et investissement productif



Graphique 5c
Espagne : taux d'autofinancement
et investissement productif



Graphique 5d
Italie : taux d'autofinancement
et investissement productif

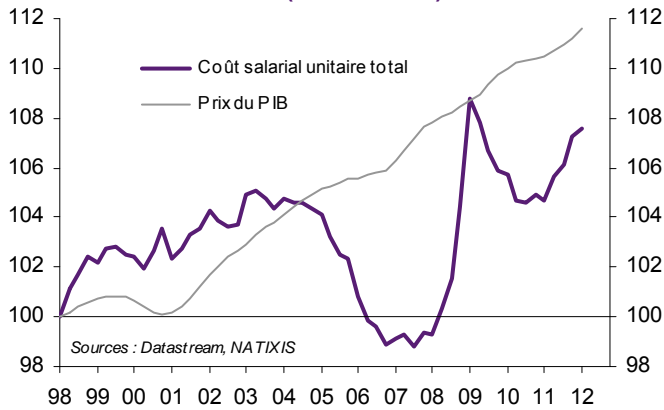


2 Niveau de gamme, coûts de production et prix de vente

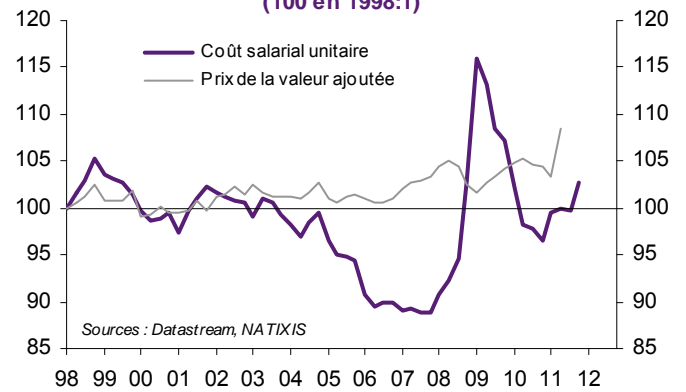
Nous regardons ici d'une part la situation pour l'ensemble de l'économie, d'autre part pour l'industrie manufacturière.

Les coûts de production peuvent-ils être passés dans les prix de vente ? La réponse est positive en Allemagne et en Espagne, négative en France et en Italie (graphiques 6a à 6d, 7a à 7d, 8a-8, 9a-9b).

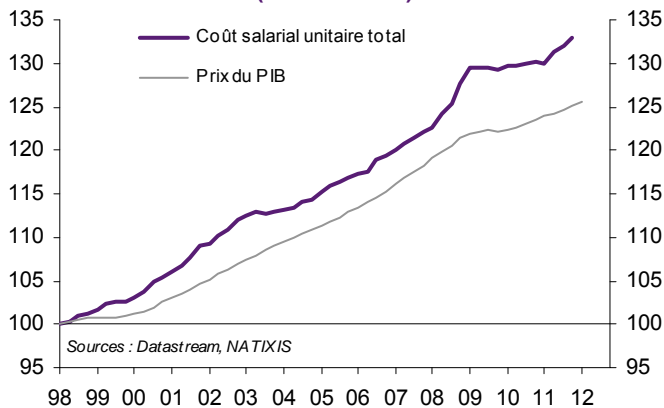
Graphique 6a
Allemagne : prix du PIB et coût salarial unitaire total (100 en 1998:1)



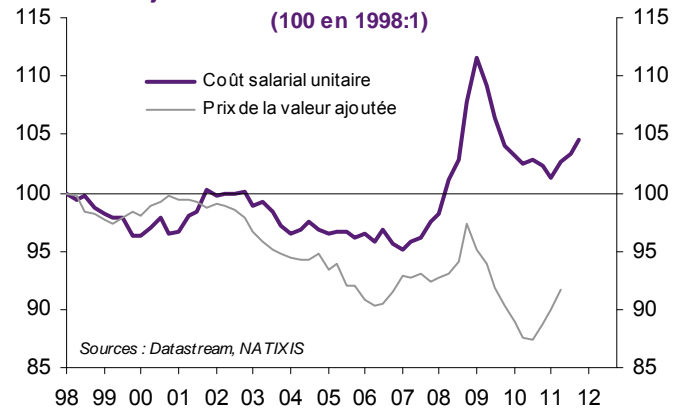
Graphique 6b
Allemagne : coût salarial unitaire et prix de valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (100 en 1998:1)



Graphique 7a
France : prix du PIB et coût salarial unitaire total (100 en 1998:1)

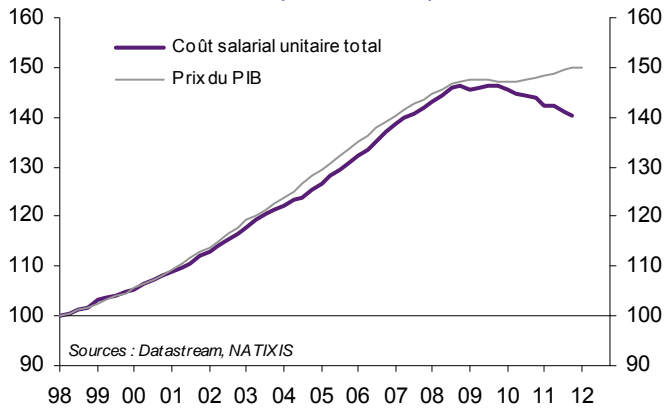


Graphique 7b
France : coût salarial unitaire et prix de valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (100 en 1998:1)



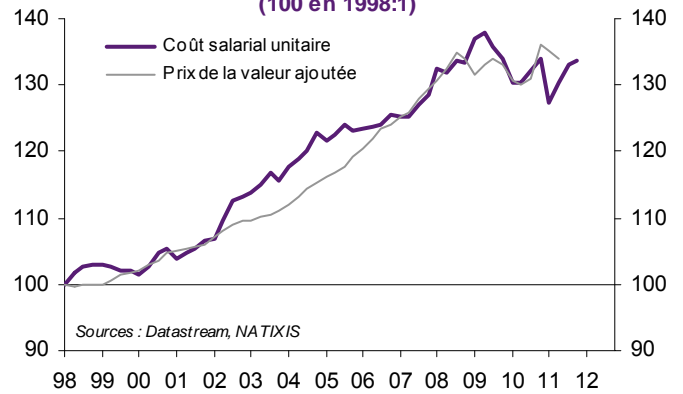
Graphique 8a

Espagne : prix du PIB et coût salarial unitaire total (100 en 1998:1)



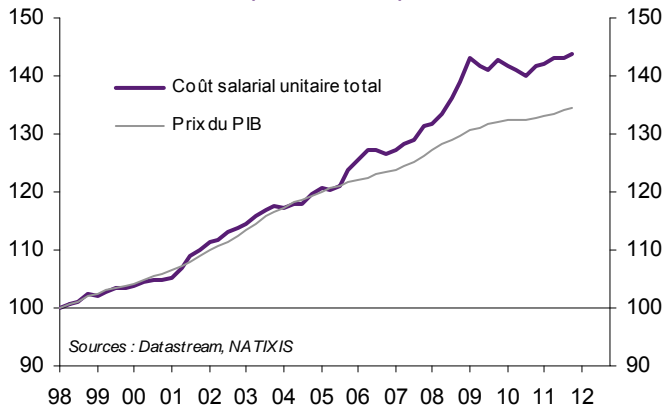
Graphique 8b

Espagne : coût salarial unitaire et prix de valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (100 en 1998:1)



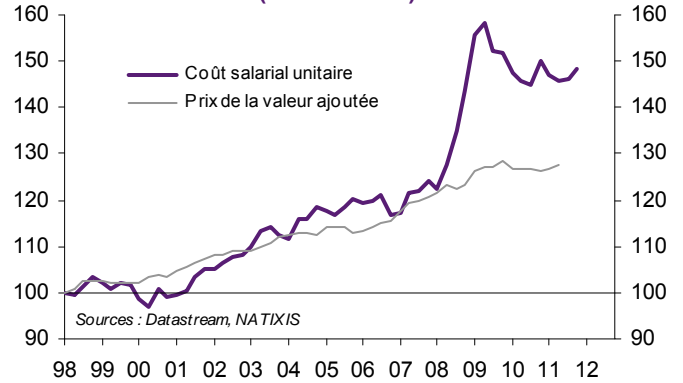
Graphique 9a

Italie : prix du PIB et coût salarial unitaire total (100 en 1998:1)



Graphique 9b

Italie : coût salarial unitaire et prix de valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (100 en 1998:1)



Synthèse : où est-il dangereux d'accroître la taxation des entreprises ?

Il peut être tentant dans les pays qui doivent réduire leurs déficits publics d'accroître la pression fiscale sur les entreprises, pour éviter de réduire les dépenses publiques et d'accroître la taxation des consommateurs (c'est le cas en France et en Espagne en 2012).

Mais, dans les pays où la rentabilité des entreprises est insuffisante pour financer les investissements et où la faiblesse du niveau de gamme de la production interdit aux entreprises de passer la hausse des coûts ou des impôts dans leurs prix de vente, accroître les impôts des entreprises peut être dangereux en réduisant encore plus leur capacité d'investissement. **Ceci est probablement le cas en France et en Italie.**